# VILLE DE GAP

# HAUTES-ALPES

AC-590-SM

# EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE EN DATE DU 22 JANVIER 2024

Roger DIDIER, Maire de la Ville de GAP:

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2211-1, L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2213-1, L.2213-2 et L.2213-4;
- Vu le Code de la route et notamment les articles R411-1 et suivants, et R417-1 et suivants ;
- Vu l'article R610-5 du Code Pénal;
- Considérant la nécessité de réglementer la circulation et le stationnement afin de permettre à l'entreprise Barbieri de réaliser une livraison de matériel

### ARRETE

#### ARTICLE 1

La circulation des usagers et de leurs véhicules rue Carnot au niveau du numéro 26, sera perturbée et soumise aux prescriptions des articles ci-dessous:

### ARTICLE 2

La rue Carnot sera complètement fermée à la circulation,

L'entreprise aura l'obligation d'informer les commerçants impactés dans le courant de la semaine précédente.

Ces perturbations auront lieu le lundi 5 février 2024, de 08h00 à 10h30.

#### ARTICLE 3

Tout véhicule considéré en stationnement gênant sera verbalisé et enlevé aux frais du contrevenant.

#### ARTICLE 4

Le bénéficiaire mettra en place la signalisation temporaire de déviation.

## ARTICLE 5

Le bénéficiaire mettra en place la signalétique propre à l'entreprise informant de la nature des travaux.

### ARTICLE 6

Le bénéficiaire affichera systématiquement cet arrêté sur le chantier en question au moins 48 heures avant le début des travaux.

### ARTICLE 7

La levée des mesures d'interdiction est laissée à l'appréciation du bénéficiaire qui s'engage à mettre et enlever les panneaux de signalisation durant les périodes de travaux.

## ARTICLE 8

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour et de nuit, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

# ARTICLE 9

Notification du présent arrêté sera faite à l'entreprise et ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant du Centre de Secours Principal de Gap,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Gap,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de son application.

Fait en Mairie de Gap,

Le 22 Janvier 12024

Adjoint Délégué

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification, d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal administratif de Marseille (22-24 rue Breteuil, 13281 MARSEILLE Cedex 6) ou par l'application . Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. Dans le même délai, un recours gracieux interrompant le délai de recours contentieux pourra être adressé à l'auteur de l'acte.